

5309

COMITE PERMANENT INTERETAT DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)

COMPTE RENDU
DE LA 18e SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES
(Rome 17 - 24 Novembre 1982)

8227

1. COMPTE RENDU DE LA REUNION PREPARATOIRE DES EXPERTS

Les 17, 18 et 19 Novembre 1982 s'est tenu au siège de la FAO à Rome la réunion des experts préparatoire au 18è Conseil des Ministres du CILSS en présence des délégués des huit pays membres de l'Organisation.

La séance d'ouverture était présidée par M. SECK MAME N'DIACK, Secrétaire Exécutif du CILSS.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Exécutif s'est réjoui de la présence de représentants de tous les pays membres ; il a ensuite remercié la FAO pour sa constante sollicitude et les facilités accordées et adressé le témoignage de reconnaissance des pays du CILSS aux autorités Italiennes qui ont annoncé une importante contribution en faveur des pays du CILSS. Le Secrétaire Exécutif a enfin noté que la réunion s'ouvre dans une conjoncture particulièrement difficile pour nos pays : la plupart de nos pays ayant été cette année encore durement frappée par les conditions climatiques adverses.

Après la séance d'ouverture le bureau ci-après a été mis en place :

Président : M. FALL Ousmane de la République
Islamique de Mauritanie

Rapporteur : Le Secrétaire Exécutif du CILSS

La réunion a ensuite examiné et adopté l'ordre du jour suivant :

A. Rapport d'activités du Secrétariat Exécutif

1. Rapport d'activités du Secrétaire Exécutif

1.1. Compte rendu de la réunion de l'OCI à Niamey

1.2. Compte rendu de mission à Rome

2. Activités de la Direction des Projets et Programmes

2.1. Activités de la DPP depuis le 17è Conseil
des Ministres (Juillet 1982 à Bamako)

2.2. Etat d'exécution du programme 1982 et
programme d'activités pour 1983

3. Situation de la Campagne agricole
- B. Activités des Institutions spécialisées
 1. Centre Agrhymet
 2. Institut du Sahel
- C. Questions administratives et financières
 1. Situation financière du CILSS
 2. Budget 1983
 3. Projet de règlement financier du Centre Agrhymet
- D. Mise en oeuvre de l'aide italienne
- E. Nomination du Directeur Général de l'Institut du Sahel
- F. Questions diverses

En raison du caractère spécial de ce Conseil des Ministres et du fait que l'ordre du jour est relativement peu chargé (ceci étant dû au fait qu'il ne s'est écoulé que 3 mois entre le 17^e Conseil et le présent), la réunion a décidé d'examiner toutes les questions en plénière (commission unique).

La délégation Gambienne a relevé l'absence des versions anglaises des documents et a déploré le fait qu'on se trouve trop souvent devant ce genre de situation. La réunion a reconnu le bien-fondé de cette remarque et a invité le Secrétariat Exécutif à prendre toutes les dispositions appropriées pour parer à pareille situation.

A. ACTIVITES DU SECRETARIAT EXECUTIF

1. Activités du Secrétaire Exécutif

Le Secrétaire Exécutif a rendu compte des résultats de la réunion de l'OCI à Niamey et de sa mission à Rome auprès de l'Institut Italo Africain, de la FAO et des autorités italiennes.

1.1. Concernant les résultats de la réunion de l'OCI, le Secrétaire Exécutif a fait un résumé du rapport final de la 13^e Conférence des Ministres des Affaires Etrangères. Il a ensuite fait des commentaires sur la mobilisation de l'aide des pays Islamiques.

Il a en outre souligné que :

- les décisions de Niamey ont fourni au CILSS un outil appréciable permettant de mieux exploiter les possibilités au niveau des pays Islamiques,
- des améliorations peuvent être portées à la mise en oeuvre de ces aides et dans le choix des produits.

1.2. La mission à Rome sur invitation de l'Institut Italo-africain a permis de rencontrer d'une part les responsables de cette Institution qui ont largement contribué à la sensibilisation de l'opinion italienne aux problèmes du Sahel et, d'autre part les autorités italiennes qui ont confirmé leur décision d'octroyer 500 millions de dollars aux pays du CILSS sous forme de subvention aux actions de développement. Lors de la rencontre avec les autorités italiennes, il a été proposé qu'une mission d'identification suivie de mission de formulation se rendraient dans chaque pays du CILSS avant Juin 1983.

La présentation n'a pas suscité de commentaires particuliers.

2. Activités de la Direction des Projets et Programmes

Le Directeur des Projets et Programmes a dans sa présentation :

- rendu compte des activités de sa Direction depuis le 17^e Conseil des Ministres ; il s'agit de la poursuite de la réalisation des bilans programmes, du compte rendu de la réunion de l'Equipe Ecologie-Forêts à Banjul, de la préparation des ateliers nationaux sur les charges récurrentes, de la mise en place de comités nationaux du CILSS, et enfin de la poursuite des concertations avec les bailleurs de fonds sur le projet stocks de sécurité ;

- fait le point de l'état d'avancement du programme de travail 1982 adopté à Praia ;
- a enfin présenté le programme de travail 1983.

Après avoir demandé des précisions sur certaines activités programmées, la réunion a accepté le programme et a insisté sur la nécessité d'accorder les programmes aux possibilités financières et humaines et souhaité qu'il y ait dans l'exécution une harmonie entre les études, réunions et ateliers. L'accent a été mis aussi sur la nécessité de financer assez rapidement les Comités nationaux non encore couverts.

3. Situation de la campagne agricole

Dans son introduction le Secrétaire Exécutif a souligné que toute la Mauritanie, tout le Cap-Vert, tout le Tchad et une bonne partie du Mali sont considérés comme gravement sinistrés. La Haute-Volta et le Niger connaissent des poches d'inquiétudes. La situation agricole au Sénégal et en Gambie bien que relativement plus favorable par rapport à celle des 6 autres pays est loin d'être satisfaisante. La Mauritanie, le Tchad et le Mali ont déjà lancé un appel à la Communauté Internationale.

La réunion a ensuite passé à l'audition des présentations des situations dans chaque pays par les délégués. En attendant les résultats définitifs des évaluations, la situation se résume ainsi :

Au Cap-Vert

La pluviométrie étant médiocre, la situation du pays se caractérise ainsi :

- une campagne agricole catastrophique. Les champs de maïs et de niébé n'ont pratiquement rien donné,
- les pâturages et l'agriculture irriguée ont été également fortement touchés ;
- la campagne de reboisement, avec des grands efforts, a été réalisée à 100 %.

En conclusion, les besoins en aide élémentaire soit pour la population que pour le bétail sont très importants.

En Gambie

Les précipitations ont été inférieures à la normale (environ 75% de la normale). On a enregistré des attaques importantes de sautériaux. La production de cette année n'excédera pas 60 à 70% de la production moyenne.

Au Mali

Après un début d'hivernage prometteur, on a enregistré par la suite des irrégularités et insuffisances sérieuses. Les semis ont été repris 2 ou 3 fois dans les zones sahéliennes. Sur les 7 régions que compte le pays, 4 sont considérées comme sinistrées. A Tombouctou et Gao les pertes d'animaux sont estimées entre 40% et 100% selon les cercles. A Mopti la situation est très préoccupante et l'opération riz ne commercialisera pas cette année. La Région de Kayes a enregistré des attaques de chenilles et de sautériaux. En première estimation, le déficit alimentaire est évaluée à 460 000 tonnes. Les besoins immédiats sont estimés à 55 000 tonnes de céréales, des médicaments et produits vétérinaires et 15 000 tonnes d'aliments du bétail.

Haute-Volta

La situation est satisfaisante au sud, sud ouest et à l'ouest (4 départements), mauvaise dans les départements du nord et du centre, préoccupante dans le département du Sahel. Le déficit global est estimé à 180 000 tonnes. A cela il faut ajouter une pénurie sérieuse d'eau au niveau de plusieurs zones.

Sénégal

L'extrême nord du pays ainsi que quelques zones du sud connaissent quelques difficultés. On a enregistré des attaques de sautériaux qui ont de façon significative diminué les productions. Les besoins sont estimés à 150 000 tonnes. Il y a déjà eu une réunion avec les bailleurs de fonds pour faire le point de la situation et apprécier les besoins en aide. Le cheptel au nord du pays connaît quelques problèmes.

Niger

La campagne peut être considérée comme moyennement bonne. Le déficit est estimé à 18 371 tonnes et les besoins d'importation sont estimés à 53 000 tonnes (30 000 tonnes de riz et 23 000 tonnes de mil et maïs). Le parasitisme n'a pas été important dans l'ensemble du pays. La région nord, zone d'élevage, connaît quelques difficultés.

Mauritanie (voir appel lancé par le Ministre)

L'hivernage 1982 a été tardif et la pluviométrie enregistrée dans l'ensemble du pays a été à la fois irrégulière et largement déficitaire. La hauteur de crue maximum du fleuve est l'une des plus faibles enregistrées ces dernières années. La situation a été aggravée par une invasion massive de sautériaux qui ont atteint dans la plupart des zones agropastorales des densités de plusieurs dizaines au mètre carré. La production céréalière atteindra à peine 20 000 tonnes dans la meilleure des hypothèses contre 78 000 tonnes pour la campagne passée, et les ressources fourragères disponibles ne couvriront les besoins du cheptel qu'à hauteur de 20-30%.

Les besoins sont estimés à 114 250 tonnes de céréales, 17 500 tonnes de lait, 9 000 tonnes de beurre et 240 000 tonnes d'aliments pour le bétail pour sauver les populations sinistrées et leurs animaux.

Tchad

Le déficit céréalier pour l'ensemble du Tchad est estimé à 262 000 tonnes pour la campagne 1982-1983 dont :

- 50 000 tonnes pour la zone soudanienne
- 200 000 tonnes pour la zone sahélienne
- 12 000 tonnes pour la zone saharienne

Le cheptel sera durement éprouvé par le manque d'eau et de pâturage. Des actions de construction, d'entretien des points d'eau et de sauvetage des jeunes et des femelles par la distribution de produits seront nécessaires.

Dans la plupart des régions frappées par la sécheresse, des

semences de mil, de sorgho, de riz et de blé devront être fournies aux producteurs. Les besoins en intrants agricoles, en médicaments vétérinaires sont très importants.

Il est indispensable de prévoir des aliments spécifiques pour les enfants et les malades. A cet effet, des besoins importants en lait, viande, huile etc, sont également à prévoir.

B. ACTIVITES DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

1. Institut du Sahel

La présentation faite par le Directeur Général de l'Institut du Sahel a porté sur les activités des départements de Recherches, Formation, Resadoc, Communication.

- En matière de recherches agricoles : il a été fait état des projets en cours d'exécution (projet régional mil, sorgho, niébé et maïs, projet de lutte intégrée contre les ennemis des principales cultures, la cellule de coordination de recherches en Ecologie et Environnement), il a aussi été question des projets approuvés et non financés.
- En matière de recherches socio-économiques : la présentation a concerné le programme de recherche démographique pour le Sahel, le programme Santé-Eau-Nutrition et enfin les programmes de planification et de sociologie rurale.
- Il a aussi été question des activités en matière de formation et d'information scientifique et technique ainsi que des bourses octroyées aux cadres sahéliens.

La présentation n'a pas suscité de commentaires particuliers.

2. Centre Agrhymet

Rapport d'activités du Directeur Général du Centre Agrhymet

Durant la période d'Août à Novembre 1982, le Centre Agrhymet a poursuivi ses activités en matière de formation des cadre sahéliens, et d'appui aux composantes nationales du Programme. D'autres actions ont été menées en exécution de recommandations issues des réunions des instances statutaires.

En matière de formation, trois promotion d'étudiants ont terminé avec succès leur cycle d'études :

- 13 techniciens supérieurs en agrométéorologie
- 11 ingénieurs de travaux en agrométéorologie
- 14 techniciens supérieurs en hydrologie

Deux promotions (14 techniciens supérieurs en agrométéorologie , 17 techniciens supérieurs en instrument) ont abordé leur deuxième et dernière année de formation. Une nouvelle promotion de techniciens supérieurs en hydrologie a démarré son cycle depuis ce mois-ci.

Pour l'année scolaire 1983/84, le Comité Exécutif du Programme a décidé de la formation d'une nouvelle promotion de techniciens supérieurs en agrométéorologie. Le recrutement de la promotion d'ingénieurs d'application en hydrologie prévu pour novembre 1982 n'a pas pu se réaliser, les conditions matérielles préalables n'étant pas jusqu'ici réglées (extension des infrastructures d'hébergement, de formation pratique et administration).

Une mission pluridisciplinaire d'évaluation du Programme a sillonné sept des pays membres du CILSS et a finalisé son rapport à l'occasion de la réunion du Comité Exécutif (5-8 Novembre 1982 à Niamey).

Les réunions statutaires du Programme et du Centre Agrhymet se sont déroulées du 4 au 10 Novembre 1982 à Niamey. Des différents travaux, il résulte ce qui suit :

- un cours intensif de français sera dispensé aux étudiants anglophones et lusophones, 3 mois avant le démarrage de leur cycle normal de formation professionnelle.

- le suivi de la campagne agricole et l'intérêt d'une synthèse régionale de la situation agrométéorologique annuelle des pays membres du CILSS. Un tel document devrait être diffusé au niveau des autorités nationales et des organisations de coopération et de développement ainsi qu'à tout autre utilisateur.

C. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

1. Situation financière du CILSS

La réunion a noté qu'elle reste caractérisée par l'importance d'une part des arriérés de contributions des Etats membres et d'autre part des impayés au niveau du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées. Les pays retardataires ont informé la réunion des dispositions prises par leur état respectif en vue d'un règlement. Ils ont été invités à s'acquitter de leurs cotisations dans les délais les meilleurs. La situation des arriérés au 31/10/82 est la suivante :

PAYS	ANTERIEURS A 1982	COTISATIONS 1982	TOTAL
Haute-Volta	-	6 000 000	6 000 000
Mali	-	22 933 560	22 933 560
Mauritanie	34 664 732	42 992 275	77 657 007
Tchad	101 478 917	-	101 478 917
S/Total	136 143 649	71 925 235	208 069 484

Budget additionnel Secrétariat Exécutif 17è Conseil		21 742 035	229 811 519

La situation des impayés se présente comme suit :

- Secrétariat Exécutif	35 980 952
- Centre Agrhymet	4 067 635
- Institut du Sahel	16 511 124
	<hr/>
Soit	56 559 711

A ce moment il convient d'ajouter 87 479 450 CFA de prélèvements sur le Fonds Spécial du Sahel qui sont des avances à rembourser.

2. Projet de budget 1983

a) Secrétariat Exécutif

Le projet initial s'élevait à 185 850 330 CFA. Après examen détaillé il a été ramené à 179 940 330 CFA soit une progression de 10% par rapport à 1982. La réunion, compte tenu des difficultés du moment, n'a pas retenu la proposition d'augmentation de l'indemnité de logement.

La question sera examinée lors de la prochaine session. Les experts ont marqué leur accord pour la majorité de 20 000 CFA des honoraires du médecin. Les charges communes se référant aux textes réglementaires du pays siège et du CILSS ont été maintenues pour leurs inscriptions initiales tandis que les dépenses de fonctionnement ont été largement discutées. Les experts, tout en ayant constamment à l'esprit la situation financière particulièrement difficile des Etats membres, ont cependant reconnu l'impérieuse nécessité de mettre à la disposition du Secrétariat Exécutif les moyens indispensables à l'exécution des mandats qui lui sont confiés. Ils se sont inquiétés de l'importance des frais de location des immeubles à usage de bureaux et ont recommandé que la construction du siège devienne une réalité.

b) Centre AGRHYMET

Le budget initial de 78 125 170 CFA adopté par le Conseil d'administration est en augmentation d'environ 2% par rapport à 1982. La réunion l'a jugé satisfaisant et l'a donc entériné

Il a en été de même pour le budget de la Cité d'hébergement des étudiants financé par des retenues sur les bourses de ceux-ci et n'ayant donc aucune incidence sur les contributions des Etats membres. Ce budget est équilibré à 7.530 920 CFA et est en progression de 1,6% par rapport au 1982. Les experts ont fait leur la recommandation du Conseil d'Administration du Centre au Conseil des Ministres visant la révision de l'accord CILSS/OMM en vue de la prise en charge par les donateurs du poste du Conseiller technique du Directeur Général.

c) Institut du Sahel

Le budget initial était de 92 437 358 CFA. Il a été ramené à 91 837 358 CFA compte tenu du rejet de la proposition d'augmentation de l'indemnité de roulage pour les raisons précitées. Il est en progression de 19,4% par rapport à 1982. Cette augmentation concerne surtout le poste "frais de conférences" : les réunions statutaires prévues en 1981 et 1982 n'avaient pas pu avoir lieu faute de moyens financiers.

Le budget global du CILSS s'élève donc en recettes et en dépenses à 349 902 858 CFA soit 8% d'augmentation par rapport à celui de 1982.

A - En recettes

* <u>Contribution des Etats</u> :	318 490 010
Cap-Vert	12 739 600
Gambie	12 739 600
Haute-Volta	48 835 135
Mali	48 835 135
Mauritanie	48 835 135
Niger	48 835 135
Sénégal	48 835 135
Tchad	48 835 135
Recettes exercices antérieures	21 742 935
*Recettes diverses	<u>9 670 813</u>
Total	349 902 858

*Recettes diverses

3. Projet de règlement financier du Centre Agrhymet

Son examen a été différé compte tenu du fait qu'une étude globale visant à harmoniser les différents règlements financiers du Secrétariat Exécutif et des Institutions est en voie d'achèvement et sera soumise aux Etats pour avis.

D. MISE EN OEUVRE DE L'AIDE ITALIENNE

Après une introduction faite par le Secrétaire Exécutif, un large débat s'est déroulé autour de ce point et notamment sur le mode de répartition. Les propositions de programmation de la mise en oeuvre de cette aide n'ont pas suscité de commentaires particulier. Cependant la réunion propose qu'une réflexion approfondie soit accordée à la mise en oeuvre de l'aide Italienne.

E. NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT DU SAHEL

Le Secrétaire Exécutif a porté à la connaissance de la réunion que le présent Conseil devra procéder au remplacement du Directeur Général de l'Institut du Sahel.

F. QUESTION DIVERSES

Le financement du Comité de réflexion de haut niveau chargé de redéfinir le mandat du CILSS a été évoqué. Les experts suggèrent que chaque Etat prenne en charge les frais de transport et indemnités de voyage de son expert et que les moyens logistiques soient mis à la disposition du Secrétariat Exécutif.

LISTE DES PARTICIPANTS

. 13.

NOMS	PRENOMS	FONCTION	PAYS
NAME	SURNAME	FUNCTION	COUNTRY
1. ALEXANDRE	RAMOS Depina	Directeur du Bureau d'Etude et Planification	CAP-VERDE
2. ALLADOUNGUE	Nadingar	Directeur, Recherche Agronomique	TCHAD
3. MBOOE	Sulayman S.	Directeur, Comp. Protection service	GAMBIA
4. JAGNE	ALIEU M.B.	Permanent Secretary, Ministry of Agriculture	GAMBIA
5. TRAORE	BAKARY	Conseiller Technique Présidence	MALI
6. TRAORE	NOUSSA	Institut d'Economie Rurale, Bamako	MALI
7. KONATE	HADI	Directeur, Adm et Fin. Institut du Sahel, Bamako	MALI
8. GADIAGA	ABDOU	Agent Comptable, Institut du Sahel BAMAKO	MALI
9. NALLA	OUMAR KANE	Directeur Général, Institut du Sahel	MALI
10. Cheick	EGGAR COLY	Directeur Général, Centre AGRHMET	NIGER
11. TANGARA	MOUSSA	Agent Comptable Secrétariat Exécutif	
12. FALL	OUSMANE	Directeur du Génie Rural	
13. SECK	MAME N'DIACK	Secrétaire Exécutif CILSS	
14. MADINGAR	ALNGAR JEROME	Directeur des Affaires Administratives et Financières du Secrétariat Exécutif du CILSS	
15. FUGALLI	OSCAR	Conseiller Technique, CILSS	
16. KABORE	JOSEPH	Représentant Permanent Adjoint, F.A.O	
17. TRPSOBA	Edouard K.	Directeur des Etudes et Projets Haute-Volta Ministère du Développement Rural	
18. TRIEMM	MARCEL	Directeur des Service Agricoles	HAUTE-VOLTA
19. SAWADOGO	OMER	Correspondant National du CILSS	HAUTE-VOLTA
20. GUEYE	F.LILIC Mbacké	Conseiller Technique MDR	SENEGAL
21. MALEINE NIANG	AMADOU	Conseiller Technique à la Primature	SENEGAL

Nous continuerons bien entendu à poursuivre nos efforts pour élargir encore davantage le cercle des pays et organismes donateurs qui contribuent aux efforts de vos Etats soit directement, soit par le truchement de l'UNSO.

En ce qui concerne les modalités d'exécution des projets, il est intéressant de souligner que plus de 40 % des actions mises en oeuvre dans le cadre des projets réalisés avec le concours de l'UNSO sont exécutés directement par les Gouvernements bénéficiaires. Cela permet aux projets :

- de faire un usage optimum des compétences nationales disponibles ou le cas échéant, permettre aux nationaux de former leurs personnels de conception et d'exécution dans le contexte des projets envisagés ;

- de doter les services nationaux des matériels et équipements grâce auxquels ils pourront non seulement contribuer à la réalisation des activités du projets, mais aussi assurer l'entretien des ouvrages réalisés et gérer efficacement la conception et la mise en oeuvre d'activités similaires dans d'autres régions du pays.

Monsieur le Président,

Ce pourcentage de 40 % n'est pas négligeable mais nous n'en sommes pas encore satisfaits. Nous essayerons de l'améliorer encore au futur car nous sommes tout à fait convaincus que le vrai développement ne peut se faire que de l'intérieur, par les cadres nationaux et les populations concernées.

Je tiens à mentionner dans cette perspective, que dans le courant de cette dernière semaine, je viens de signer sept conventions de financement de projets dont six sont exécutés directement par le Gouvernement.

.../...

Nous allons continuer à surveiller de très près la qualité des projets, leur efficacité et le déroulement de leur mise en oeuvre. Ces tâches sont accomplies en collaboration étroite avec les Gouvernements concernés, le PNUD et les Agences Spécialisées engagées. Je pense que ce suivi sérieux, qui est essentiel, nous a déjà permis dans de nombreux cas, non seulement d'éliminer des goulots d'étranglements affectant l'exécution des projets, mais aussi d'y introduire des ajustements substantifs requis par leurs conditions de mise en oeuvre, conditions qui n'étaient pas prévisibles lors de leur élaboration. Ce suivi précis nous permet ainsi d'insérer de façon pragmatique dans le schéma des nouveaux projets, les leçons tirées des problèmes rencontrés et solutionnés ailleurs.

Monsieur le Président,

En ce qui concerne la collaboration entre le CILSS et l'UNSO au cours des six derniers mois, le Secrétaire Exécutif du CILSS et moi-même avons continué nos efforts visant à renforcer les liens de coopération et de coordination entre nos deux institutions. A cet égard, nous avons pris un certain nombre de mesures qui auront un impact très important sur l'efficacité de nos actions tant au niveau des pays membres du CILSS qu'au niveau de la Communauté des Donateurs.

Le Secrétaire Exécutif en a fait état dans son Rapport d'Activités qui est soumis à votre attention. Je ne ménagerai aucun effort pour assurer la poursuite et le renforcement de cette collaboration qui nous permettra d'accroître notre efficacité au profit des pays que nous servons.

Re tournant maintenant sur le problème de la mobilisation des ressources, voici, très succinctement les principaux résultats des efforts entrepris auprès de la Communauté Internationale depuis Janvier 1982. En ce qui concerne les projets nationaux, plus de 6 millions de dollars, soit 2 milliards 40 millions de F CFA, ont été mobilisés pour la mise en oeuvre ou la continuation des projets prioritaires. Ce sont :

NIGER

1. "Opération Gao dans le Département de Dosso"
Coût = 1. 1 n. ⧵
2. Reboisement : Ceinture Verte autour de Tahoua
Coût = 480 000 ⧵
3. Etudes pour l'élaboration du Plan National de l'Energie
Coût = 123 000 ⧵

MALI :

1. Développement Intégré de l'Elevage dans la Zone Lacustre
Coût = 400 000 ⧵
2. Opération Forestière à Fao
Complément de Financement : 100 000 ⧵

HAUTE-VOLTA :

1. Reboisements Collectifs et Familiaux à Koudougou
Coût = 1,24 n. ⧵
2. Composante nationale Foyers Améliorés
Coût = 248,000 ⧵
3. Reboisement villageois à Saponé
Complément de Financement : 480,000 ⧵

GAMBIE :

1. Protection des Pâturages autour des Points d'Eau
Coût = 430,000 ⧵
2. Poursuite Programme Routes Secondaires
Coût = 400,000 ⧵

MAURITANIE :

1. Construction Barrages
Complément de Financement : Coût = 600,000 ⧵
2. Composante Foyers Améliorés
Coût = 200,000 ⧵

- CAP-VERT :
1. Lutte anti-érosive, San Jao Batista
Coût = 100,000 \$

En outre, les consultations et négociations sont très avancées en ce moment au sujet des schémas de financement intéressant d'autres projets, ce sont :

1. La poursuite du programme de routes secondaires en Haute-Volta (tronçon Djibo/Dori/Palagountou).
(coût total du programme : 14 M. \$ dont 1 M. \$ fournis par l'UNSO)
2. Le programme de fixation de dunes et la lutte contre l'ensablement en Mauritanie
(Coût total du programme : 7 M. \$ sur 10 ans)
3. La poursuite du projet "OUTILLAGE AGRICOLE" au Niger
(coût total du projet : 3.2.M. \$)
4. Composante Foyers Améliorés, Niger
(250,000 \$)
5. Composante Foyers Améliorés, Mali
(327,000 \$)
6. Lutte anti-érosive, San Jao Batista, Cap-Vert
(400,000 \$)

11. PROJETS REGIONAUX

1. Foyers Améliorés = composante régionale
coût = 220,000 \$
2. Création d'une unité de publication à l'Institut du Sahel
coût = 105 000 \$

Le programme de routes secondaires progresse d'une manière très satisfaisante. Plus de 1 200 km de routes ont été réalisés à ce jour :

- au Mali, les travaux de construction du tronçon Kati-Kolokani ont démarré en Mai 1982
- au Niger, plus de 100 km ont été construits sur les tronçons Kao-Tchintabaraden et Ouallam-Danibangou ;
- en Gambie, les travaux se poursuivent dans de très bonnes conditions ;
- au Sénégal, la phase en cours du projet en Casamence, se déroule comme prévu et le tronçon Tondien-Affiniam est sur le point d'être achevé ;
- en Haute-Volta, après les tronçons Ouhigouya-Djibo-Baraboulé, les négociations sont très avancées pour la poursuite du programme sur les tronçons Djibo-Dori-Falangountou ;
- en Mauritanie, les travaux de construction de la route L'Dout-Sélibaby ont démarré en Mai 1982 ; après des réfections de radiers plus de 15 km de route ont été réalisés à ce jour ;
- au Cap-Vert, l'UNSO poursuit ses efforts de mobilisation de ressources pour le projet de routes et de pistes d'atterrissage à Maio et Boa Vista.

En ce qui concerne la poursuite du programme routier dont l'importance nous a été soulignée à maintes reprises par chaque Etat, nous organisons, de concert avec le CILSS une réunion de donateurs à haut niveau qui se tiendra à Genève les 20 et 21 Octobre 1982. Le but de cette réunion sera de faire le point sur les progrès réalisés, mais aussi de maintenir le momentum du programme grâce à la mobilisation des ressources nécessaires pour financer la construction des nouveaux tronçons

prioritaires soumis par les Etats.

Messieurs les Ministres,

Les résultats acquis sont modestes par rapport aux besoins des Etats Membres du CILSS. Au nom de l'Administrateur du PNUD, je tiens à vous assurer que l'UNSO fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider vos Gouvernements à réaliser leurs vœux les plus chers, à savoir, créer au Sahel les conditions nécessaires pour garantir une vie empreinte de dignité pour tous les Sahéliens.

Nos collègues et moi-même allons suivre avec un intérêt particulier les délibérations de votre Conseil. Vos décisions seront pour nous une source constante d'inspiration et permettront au système des Nations Unies de mieux répondre à l'attente de vos pays. Je souhaite succès à vos travaux.

Je vous remercie Monsieur le Président./-

2.2.3 - Message de Monsieur Bertin Borna, Représentant
Spécial du Directeur du Bureau pour l'Afrique PNUD

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres et Chers Collègues,

Je voudrais très brièvement m'acquitter d'une agréable mission. En effet, l'Administrateur du PNUD, Monsieur Bradford MORSE que vous avez bien voulu inviter à participer à vos travaux m'a demandé de le représenter et vous renouveler l'appui constant de l'Organisation dont il a la charge, le Programme des Nations Unies pour le Développement. Nous avons été à vos côtés dès le départ, c'est-à-dire dès la création du CILSS. Nous continuerons, ensemble de faire la route jusqu'au succès complet du CILSS qui est une Institution à laquelle nous sommes très attachés. Nous le ferons et vous assisterons au double Plan national et régional.

Je n'aurai aucun bilan à vous présenter car les bons ménages ne font pas de bilan.

Je souhaite plein succès à vos travaux.

2.2. 4 : DELEGATION F.A.O

Monsieur Mamadou DIA : adressa les salutations du Directeur Général de la FAO, Monsieur Edouard SIOUHA, à la 17^e Session du Conseil des Ministres du CILSS ; il remercia en suite le CILSS, au nom du Directeur Général, de l'invitation faite à la FAO de participer aux travaux de cette Session.

Après avoir brièvement rappelé que la FAO a toujours été présente aux côtés du CILSS depuis sa création, Monsieur DIA rendit un vibrant hommage au CILSS pour les efforts inlassables qu'il ne cesse de déployer (malgré d'énormes difficultés) pour la réhabilitation et le développement des économies de ses pays Membres.

Il ajouta que les contraintes au développement du Sahel étant, de nos jours, bien connues (de nombreuses études sont disponibles), la tâche devrait désormais consister à aider davantage et de façon plus rapide et plus concrète les pays Sahéliens à disposer des moyens matériels, humains et financiers dont ils ont besoin pour la réalisation des objectifs de développement qu'ils se sont fixés. Monsieur DIA rassura que la FAO quant à elle continuera toujours à assister les Pays du CILSS dans la limite de ses moyens.

Il termina en souhaitant pleins succès aux travaux de ce 17^e Conseil des Ministres.

2.2. 5 - Allocution du Docteur EDYB, du CRDI, Ottawa

Excellence Monsieur le Ministre Coordonnateur,
Excellences Messieurs les Ministres,
Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais commencer par vous remercier pour l'occasion que vous m'offrez de faire plus ample connaissance avec le CILSS et aussi de dire quelques mots sur le projet d'Amélioration de la Gestion des Instituts de recherche du Sahel (projet AGIR) auquel le Centre de Recherches pour le Développement International compte apporter tout son appui selon des modalités que je développerai tout à l'heure.

Mais avant d'aller plus loin, je tiens à vous présenter les excuses de Monsieur May ANDET, Controleur Général et Trésorier du CRDI qui, en me désignant pour le représenter à votre auguste assemblée, m'a chargé de vous dire tout le plaisir qu'il aurait eu à répondre personnellement à votre si aimable attention si des engagements antérieurs ne l'en avaient empêché.

Excellences Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les experts,

Par sa présence, le CRDI, et notamment le bureau du Controleur Général et Trésorier, entend marquer l'intérêt tout particulier qu'il porte au projet AGIR qui doit permettre à terme de développer notablement le rendement de vos institutions de recherche par une amélioration de leur gestion.

C'est que le CRDI est convaincu comme vous sahéliens qui avez initié le projet que tous les efforts de mobilisation de fonds internes ou externes pour développer la recherche dans vos pays resteront vains si les politiques et procédures régissant les Instituts de Recherche ne sont pas adaptées à la spécificité de leur mission.

Le CRDI est également convaincu comme vous que cette oeuvre d'adaptation des politiques, procédures et structures n'est envisageable que si elle est d'abord l'affaire des responsables sahéliens au rang desquels figurent, bien entendu, les Directeurs des Instituts de Recherche.

Cette convergence de vues entre le CILSS, initiateur du projet AGIR, et le CRDI explique que le CRDI est prêt à vous apporter tout son concours pour la mise en oeuvre rapide et totale de ce projet qui fera figure de pionnier, j'en suis convaincu, dans les pays du Tiers Monde.

À l'heure actuelle, le CRDI a préparé un dossier substantiel destiné à son Conseil des Gouverneurs, pour obtenir les moyens financiers nécessaires de soutenir votre action. Et nous avons bon espoir que ce dossier sera approuvé par cette instance, ce qui nous permettra d'intervenir dans le projet AGIR, dès après la rencontre des bailleurs de fonds que vous organisez à Paris en Septembre sur le projet. Monsieur LUDWE, Contrôleur Général et Trésorier du CRDI est en tout cas optimiste sur ce point ainsi que tout le Département.

Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,

C'est cette disponibilité du CRDI, sa volonté de coopérer avec votre Organisation que j'étais chargé de confirmer par ma présence à votre présente session.

Au nom du CRDI, je vous remercie encore une fois de votre aimable attention.

3 - Examen des différents points de l'ordre du jour :

Après la courte suspension de séance, qui a suivi la séance d'ouverture, le Conseil des Ministres aborde l'examen des différents points inscrits à l'ordre du jour de la session.

Le Président de séance, donne la parole au rapporteur général de la réunion des Experts, le Docteur Diallo Moulays du Secrétariat Exécutif qui présente le rapport général de la réunion.

Du 25 au 28 Juillet 1982 s'est tenue dans la Salle Janna de l'Hôtel de l'Unité, la réunion des experts préparatoire au 17^e Conseil des Ministres du CILSS en présence des délégués des pays membres de l'Organisation et des Représentants des Organisations Internationales sous la Présidence du Secrétaire Exécutif du CILSS, Monsieur SECK HASSI N'DIACK.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Exécutif a tout d'abord souhaité la bienvenue aux délégués des Etats membres de l'Organisation et aux partenaires de la Communauté Internationale ; il a ensuite mis l'accent sur l'importance des dossiers soumis notamment :

- stocks de sécurité alimentaire, prix, commercialisation et aide alimentaire
- bilans-programmes sectoriels
- programme de protection des végétaux
- les problèmes budgétaires

Après la séance d'ouverture le bureau ci-après a été mis en place :

- Président : Mr. Mamadou Fatogama TRAORE, Directeur Général de l'EIER- Mali
- Rapporteur : Dr. Moulaye DIALLO Secrétariat Exécutif du CILSS

La réunion a ensuite examiné et adopté l'ordre du jour. A l'issue de l'adoption de l'ordre du jour, deux commissions ont été constituées :

Commission 1 chargée d'examiner les questions techniques - points 1 et 2 de l'ordre du jour à savoir :

1. Rapport sur les activités de l'Organisation
 - 1.1. Activités du Secrétaire Exécutif
 - 1.2. Activités de la Direction des Projets et Programmes
 - 1.2.1. Production Végétale - Hydraulique villageoise et Pastorale - Corps pour l'Alimentation

.../...

- 1.2.2. Elevage
- 1.2.3. Pêches
- 1.2.4. Ecologies-forêts
- 1.2.5. Ressources Humaines
- 1.2.6. Planification
- 1.2.7. Transports

1.3. Activités de la Direction chargée des Organisations Non Gouvernementales (ONG)

1.4. Activités de la Direction de l'Unité de Gestion Régionale

1.5. Activités de la Direction de la Documentation et de l'Information

2. Activités des Institutions Spécialisées

2.1. Institut du Sahel

2.2. Centre Agrhywet

3. Questions diverses

Commission 11 chargée des questions administratives, institutionnelles et financières - points 3 de l'ordre du jour :

3.1. Secrétariat Exécutif

3.2. 3.1.1. Rapport du Commissaire aux comptes 1980

3.1.2. Rapport d'exécution du budget 1981

3.1.3. Rapport du Commissaire aux comptes exercice 1981

3.1.4. Rapport d'exécution du budget 1982 arrêté au 30 Juin 1982

3.1.5. Rapport sur la situation financière du CILSS

3.1.6. Problèmes posés par l'exécution du budget 1982

3.2. Institut du Sahel

3.3. Centre Agrhywet

Après examen des questions inscrites à l'ordre du jour, la réunion des experts a adopté les rapports des deux commissions.

1. RAPPORT DE LA COMMISSION N° 1.

La Commission N° 1 de la réunion des experts préparatoires à la

17^e session ordinaire du Conseil des Ministres du CILSS s'est réunie à l'Hôtel de l'Unité du 26 au 28 Juillet 1982.

Le bureau de la commission a été composé comme suit :

- Président : Harouna KANBA de la République Islamique de Mauritanie
- Rapporteur^S André SAMADOGO, du Secrétariat Exécutif du CILSS et
Alioune SALL

La liste des membres de la Commission est annexée au présent rapport.

Après approbation de l'ordre du jour et adoption du calendrier de travail, la Commission a examiné les points suivants :

Point 1.1. Activités du Secrétariat Exécutif

Point 1.2. Activités de la Direction des Projets et Programmes

1.2.1. Production Végétale - Hydraulique villageoise et
Pastorale- Corps pour l'Alimentation

1.2.1. Elevage

1.2.3. Pêches

1.2.4. Ecologies/Forêts

1.2.5. Ressources Humaines

1.2.6. Planification

1.2.7. Transports

Point 1.3. Activités de la Direction des Organisations Non
Gouvernementales (ONG)

Point 1.4. Activités de la Direction de l'Unité de Gestion Régionale

Point 1.5. Activités de la Direction de la Documentation et de
l'Information

Point 2. Activités des Institutions Spécialisées

Point 2.1. Institut du Sahel :

Rapport d'activités du Directeur Général

2.2. Centre Agrhymet :

Rapport d'activités du Directeur Général

Point 1.1. Activités du Secrétaire Exécutif

Ce point introduit par le Directeur de Projets et Programmes a porté sur la mise en oeuvre des résolutions du 15e Conseil des Ministres, la participation à des réunions et rencontres, le renforcement de la coopération avec certains partenaires de la Communauté Internationale, qui ont été les principales activités du Secrétaire Exécutif entre les deux sessions.

Le Directeur des Projets et Programmes a également commenté les différents documents annexés au rapport d'activités du Secrétaire Exécutif concernant :

- les compte-rendus de la réunion de Djeddah et de la consultation auprès du Président en Exercice du CILSS, Son Excellence Aristide MAHIEU, Président de la République du Cap-Vert ;

- le projet des termes de référence de la mission d'experts de haut niveau chargée de l'étude sur l'élargissement du mandat du CILSS et la contribution du Secrétariat Exécutif à la réflexion sur l'élargissement de ce mandat.

Suite aux discussions, la Commission a fait les remarques et recommandations suivantes :

1°/ il est à déplorer la lenteur dans la mise en oeuvre de l'aide octroyée par les pays de l'OCI et surtout l'inadéquation de l'aide alimentaire avec les préoccupations des Etats récipiendaires ;

2°/ l'absence d'un interlocuteur unique mandaté par les pays du CILSS pour mener la mise en oeuvre de cette aide qui a conduit à des actions bilatérales ;

3°/ concernant l'élargissement du mandat du CILSS, un consensus s'est établi sur sa nécessité compte tenu des lacunes enregistrées dans le fonctionnement actuel par suite du manque des moyens juridiques d'institutionnels appropriés.

4°/ la commission recommande au Secrétaire Exécutif de constituer une mission pluridisciplinaire afin de réaliser un bilan-programme global dans le but de relancer les activités au Tchad.

1.2 Activités de la Direction des Projets et Programmes

1.2.1 Production végétale

Les bilans-programmes des cultures pluviales dans les Etats membres se poursuivent normalement en Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal. Les documents sont en cours de rédaction et seront soumis aux différents Etats intéressés pour avis et amendement avant leur finalisation.

S'agissant de la présente campagne agricole, le retard de la saison des pluies constaté dans la plupart des pays membres du CILSS et particulièrement au Tchad, pouvant entraîner une mauvaise récolte suscite des inquiétudes.

1.2.2 Hydraulique villageoise et pastorale

La Commission a pris connaissance de l'état d'avancement du projet d'appui aux Directions nationales d'hydraulique, dont l'objectif vise :

- à la gestion économique de l'eau dans chaque Etat membre ;
- à une programmation rationnelle de l'aménagement et de maintenance des ouvrages et de ressources dans l'avenir.

Les dossiers de la 1ère phase du projet sont terminés et seront soumis aux Etats pour avis. Après approbation des dossiers, il est prévu d'organiser une réunion technique à laquelle participeraient les Organisations et Etats concernés.

Activités de la Cellule du Corps pour l'Alimentation (Food Corps)

Le Secrétariat Exécutif a exposé ce point en mettant l'accent sur le caractère original de ce projet qui, s'il était mis en oeuvre apporterait une solution alternative à l'effort de développement agricole entrepris par les différents Etats.

Ce projet associe les populations à la recherche des solutions aux problèmes de l'autosuffisance alimentaire tout en limitant de façon appréciable les coûts récurrents inhérents aux projets traditionnels.

Ce financement concerne 5 projets repartis dans différents pays du CILSS :

- Haute-Volta : Barsalogho, Kombissiri
- Mali : Koulikoro, Toko
- Niger : WACHA

Pour les projets-tests du Corps pour l'Alimentation déjà élaborés dans les pays membres qui ne connaissent pas encore un début de démarrage, la Commission reitère la recommandation au Secrétariat Exécutif d'activer la recherche de leur financement.

Dans le cadre du programme régional certains projets connaissent un début d'exécution. C'est notamment celui de Toko, région de Ségou, celui de Kour Homar SARR au Sénégal.

.../...

1.2.2. Elevage

La Commission a entendu un exposé sur les 5 axes de travail de l'Équipe Elevage et qui sont :

- le suivi des projets de première génération
- la recherche de financement des études dans le secteur élevage
- l'exécution du programme d'activités 1982 (1er semestre)
- la participation à des réunions, séminaires et colloques
- la coopération avec les organisations internationales et intergouvernementales
- concernant le suivi des projets de première génération,

la Commission note que la tâche a été rendue difficile à cause de la faiblesse des crédits de fonctionnement alloués au Secrétariat Exécutif.

Ce suivi a été rendu possible en partie grâce à la collaboration de l'Unité de Planification et sur concours de la mission sur l'amélioration des dossiers de présentation des projets du secteur ;

- recherche de financement des études ;

Aucune des études programmées par le 15^{ème} Conseil des Ministres n'est connue une grande évolution, sauf celle citée plus haut. Celle-ci a fait l'état d'avancement des projets de première génération et a élaboré les éléments pour la programmation du secteur élevage dans les pays du Sahel. Ce document est finalisé et sera soumis à la réunion de l'Équipe Elevage qui se tiendra en novembre prochain ;

- exécution du programme d'activités 1982

Tous les efforts de l'Équipe Elevage ont porté sur la mise en oeuvre des bilans-programmes du secteur. La réunion préparatoire pour l'adoption des termes de référence de l'étude a eu lieu les 19 et 20 Avril dernier à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta).

Le document final et les recommandations adoptées sont contenus dans l'annexe VIII.

L'étude a démarré en Haute-Volta et comportera 2 phases :

- analyse du secteur
- programmation du secteur

En ce qui concerne les autres pays, les pays-Bas viennent de donner leur accord pour la mise en route des Bilans-Programmes, du Niger, Mali et Sénégal.

Quant à la Mauritanie, la Gambie et le Cap-Vert, il faudra attendre la confirmation du Canada à qui la requête de financement a été adressée ;

- Participation à des réunions, séminaires et colloques.
- L'équipe Elevage a participé à trois réunions importantes pour le développement de l'élevage dans la sous région.
- La 17^e réunion du CSIRTC/CSTR/OUA du 19 au 24 Octobre 1981.
- La 21^e Session ordinaire de la commission sur la Trypanosomiase animale africaine ;
- Le séminaire sur le bilan de 5 années de recherches sur les systèmes de production animale en zone aride et semi-aride du Mali.
- Coopération

Cette coopération se renforce et se concrétise par des rencontres de concertation. Il s'agit de la CEBV (intensification de la lutte contre les épizooties), la CEMO (méthodologie de distribution des aliments et médicaments pour le bétail), et le Liptako-Gourma.

Autres activités : il s'agit essentiellement de :

- la participation à une consultation d'experts sur la nécessité de la création de stocks alimentaires pour le bétail en cas de désastre organisée par la FAO à Rome en Novembre prochain.

Suite aux discussions, le Tchad souhaite voir intégrer dans les activités futures du Secrétariat du CILSS son programme de sauvegarde des jeunes veaux.

La Commission a souligné :

- la nécessité de dynamiser l'unité Elevage en recherchant à améliorer des moyens financiers et à faire des propositions concrètes au prochain Conseil des Ministres du CILSS ;

- le souhait de désigner au niveau des Etats des correspondants nationaux de l'Unité.

1.2.3. Pêches

Les activités sont de 2 ordres :

- les bilans-programmes du secteur
- les autres activités.
- Bilan programme pêche continentale.

Les missions ont intéressé, la Gambie, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Les documents provisoires seront soumis aux Etats pour avis et amendements avant leur finalisation.

Concernant le Bilan-Programme Pêche maritime, le Secrétaire Exécutif attend la concrétisation de la promesse canadienne de financement pour lancer les missions.

Les autres activités sont :

. L'élaboration d'une plaquette de sensibilisation qui sera bientôt disponible ;

. Projet régional ; la participation à la formulation d'un projet régional pour l'identification d'un projet des pêches continentales.

.../...

Une requête pour la prise en charge d'une mission de bilan-programme de la formation/recherche sahélienne dans les domaines de la pêche continentale et de l'aquaculture a été adressé à l'UNSO. Les termes de référence ont été soumis à l'Institut du Sahel et à la CEAO pour étude.

L'Unité a participé à la rencontre des chefs d'établissements d'enseignement halieutique et maritime d'une part, et à la réunion du Comité Consultatif sur l'armement et les équipements.

Ces réunions organisées par la CEAO, ont mis en évidence les lacunes dans la formation des cadres de la pêche et proposé le financement de l'étude de la commercialisation du poisson de mer dans les pays enclavés dans le cadre de la mise en place de la société communautaire, d'armement, d'achat et de commercialisation des produits de la pêche.

Le Secrétariat Exécutif, suite aux interventions, a confirmé que la projet Ecole de Formation en pêche continentale de Nopti reste prioritaire pour l'Organisation.

1.2.4. - Ecologie-Forêts

La présentation a porté sur les 3 points suivants :

- réalisation des bilans-programmes de la Mauritanie et du Cap-Vert. A ce jour tous les pays excepté le Tchad ont été couverts. Il a été fait mention de la réunion nationale sénégalaise sur le financement du plan directeur de développement forestier ;

- exécution de certaines actions (projets) régionales :

. foyers améliorés : ce projet évolue normalement malgré certains retards observés dans quelques Pays Membres ;

. Cultures fourragères et améliorantes, les actions programmées sont exécutées à souhait ;

. énergie : il s'agit du projet CIOSS/CEAO du Centre Régional d'Énergie solaire et du Centre Régional de recherche en énergie éolienne ;